



PUBLIE LE 15 DEC. 2025

**ACTION EN JUSTICE
AFFAIRE Mme V. C/ VILLE DE ROUEN
ESTER EN JUSTICE
FRAIS ET HONORAIRES
AUTORISATION
Réf. 2025 / 96**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (11° et 16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- Le budget de l'exercice en cours,
- Le projet de convention d'honoraires ci-joint.

CONSIDERANT :

- Que la Ville par un arrêté du 8 avril 2025 a refusé de reconnaître l'imputabilité au service de la maladie de Mme V.
- Que Mme V a introduit un recours gracieux le 16 juin 2025 contre cet arrêté.
- Que par une requête enregistrée par le Tribunal administratif de Rouen le 5 septembre 2025 sous le numéro 2504193, Mme V conteste cet arrêté.
- Que la S.E.L.A.R.L. EDEN AVOCATS, est susceptible d'assurer pleinement la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire,

DECIDONS CE QUI SUIIT :

Article 1^{er}- Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire par la S.E.L.A.R.L. EDEN AVOCATS.

Article 2.- Est autorisée la signature de la convention d'honoraires avec la S.E.L.A.R.L. EDEN AVOCATS.

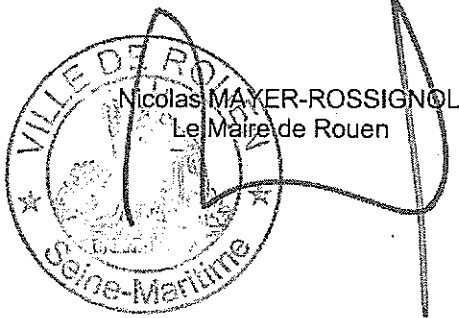



Article 3.- Est autorisé le paiement à la S.E.L.A.R.L. EDEN AVOCATS d'une somme de 3.000,00 € T.T.C. correspondant aux frais et honoraires qui lui sont dus pour son intervention dans l'affaire considérée ci-dessus.

Article 4.- La dépense en résultant sera imputée au chapitre 011 (charges à caractère général), article 62268 (autres honoraires) du budget.

Article 5.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, 21 octobre 2025


Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Le Maire de Rouen



La présente décision pourra faire l'objet un recours pour excès de pouvoir, lequel interviendra dans un délai de deux mois à compter de sa notification (article R.421-1 du Code de la Justice Administrative) auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN – Téléphone : 02.35.58.35.00 ; télécopie : 02.35.58.35.03 – courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr).

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.